

**C'est la joie stratégique**

PAR MOHAMED BOUHAMIDI  
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

**S**arkozy vient de nous rappeler la condition première de toute stratégie : l'indépendance absolue de la décision nationale. En nous proposant du nucléaire pour l'électricité contre le développement du gaz, il nous rappelle la triste condition de république bicotnègre dans laquelle nous sommes tombés. Avec Boumediene il n'aurait pas osé l'ombre de cette idée de venir maîtriser notre politique gazière contre une usine nucléaire dont il garde les secrets technologiques et peut l'arrêter quand il l'entend. Une proposition de mise sous tutelle officielle de notre pays. Il peut penser à haute voix la politique qu'il entend mener dans notre maison.

Et il n'est pas le seul. L'UE veut s'informer de nos relations avec les Russes sur le gaz, de nos achats d'armes russes, regarde de près notre législation économique, nous dit ses souhaits sur les directions que nous voulons prendre, etc. En langage clair et non diplomatique, on nous considère comme voués à la mise sous tutelle volontaire.

Les Assises de la stratégie industrielle ne répondent pas à cette condition de base. Quelle part de décision souveraine avons-nous de développer tel ou tel secteur, telles ou telles filières ? Aucune. Ces assises ont débouché sur un catalogue de filières prioritaires tellement large que vous y trouvez toute l'activité industrielle. Nous allons tout faire, autrement dit ne rien faire. Pire, elles n'ont prévu aucun pilote institutionnel, les participants sont sortis en désaccord sur les missions économiques de l'Etat en général et sur son rôle d'investisseur en particulier, elles ont débouché sur l'illusion que des investissements directs étrangers vont s'inscrire dans nos plans et non dans la course aux profits, sur l'illusion encore plus grande que nos industriels actuels peuvent investir dans ces créneaux à très forte valeur capitalistique. Silence sur les contraintes générées par l'accord d'association avec l'UE, qui seront générées par l'adhésion à l'OMC, celles qui proviennent d'un suivisme zélé des orientations du FMI et de la Banque mondiale si bien représentées au sommet du pouvoir. Conclusion brillante de ces assises : les investissements doivent venir du marché financier. Nos ministres confondent les motivations de Mère Thérèse avec celles de la finance. Ils peuvent le faire, ils ont le pouvoir par le hasard de leurs amitiés. Cela n'engage pas à grand-chose. Surtout pas de répondre à Sarkozy que «charbonnier est maître chez soi» et qu'énergie fossile pour énergie fossile nous préférons nos déchets aux siens.

M. B.

**ÇA BOUILLONNE A ROUIBA**

**S**elon des indiscretions syndicales, il est annoncé dans les prochains jours la tenue d'une "importante" conférence de presse au niveau de la zone industrielle de Rouiba. Son initiateur, le SG de l'union locale de Rouiba, qui est par ailleurs membre de la Commission exécutive nationale (CEN) de l'UGTA. Selon les mêmes sources, ce cadre syndical compte porter à la connaissance de l'opinion publique la situation "gravissime" que traversent certaines entreprises situées dans la zone industrielle "mais également dénoncer les malversations dont seraient responsables certains gestionnaires



**Le "souhait" du président**

La reconduction de Amar Saïdani au perchoir de l'Assemblée nationale ne serait pas "souhaitable". C'est ce qu'aurait signifié Abdelaziz Belkhadem à l'actuel président de l'APN, lors d'une rencontre qui a réuni les deux hommes mercredi dernier, rapportent des sources concordantes en précisant que Belkhadem aurait affirmé à son interlocuteur qu'il s'agissait là du souhait du chef de l'Etat en personne.



**Les adieux de Larbi Belkheir**

L'ex-directeur de cabinet du chef de l'Etat, et actuel ambassadeur d'Algérie au Maroc, s'apprêterait à quitter définitivement Rabat, murmure-t-on dans les couloirs du ministère des Affaires étrangères. Les services de l'ambassade seraient, en effet, en train de finaliser les préparatifs du banquet devant être organisé pour les adieux de Larbi Belkheir aux autorités marocaines et au corps diplomatique accrédité à Rabat.



**Plus de charges contre Badaoui**

Ayant fait l'objet de poursuites judiciaires (perquisition au domicile et audition chez le magistrat instructeur), au lendemain de sa suspension de son poste de travail pour avoir demandé en sa qualité de secrétaire général du syndicat d'entreprise des douanes une évaluation de cinq années d'exercice de l'ex-directeur général de l'institution douanière, Ahmed Badaoui a été destinataire, il y a quelques jours, d'une correspondance du tribunal de Sidi M'hamed lui signifiant l'annulation de toutes les poursuites judiciaires enclenchées à son encontre. Selon une source sûre, il semblerait que le juge, après avoir étudié le dossier en question, aussi bien dans le fond et la forme, a décidé de son classement.

**le HIC**

lehic.dz@hotmail.com

**AFFAIRE KHALIFA  
C'EST BIENTÔT  
LA FIN  
DU PROCÈS**